



HAL
open science

De “ l’inadéquation des temporalités ”. Une historiographie environnementale des désindustrialisations

Renaud Bécot

► **To cite this version:**

Renaud Bécot. De “ l’inadéquation des temporalités ”. Une historiographie environnementale des désindustrialisations. Fabien Bartolotti; Olivier Lambert; Olivier Raveux. Les mondes de l’économie, XVIIIe-XXIe siècles. Arpenter l’histoire avec Xavier Daumalin, Presses Universitaires de Provence, pp.187-198, 2024, Confluent des sciences, 979-10-320-0531-6. hal-04662202

HAL Id: hal-04662202

<https://hal.science/hal-04662202v1>

Submitted on 25 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Version de travail. Seule la version publiée doit être citée.

A paraître dans l'ouvrage dirigé par Fabien Bartolotti, Olivier Lambert, Olivier Raveux (dir.), Les mondes de l'économie, XVIIIe-XXIe siècles. Arpenter l'histoire avec Xavier Daumalin, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence, 2024, p. 187-198.

De « l'inadéquation des temporalités ».

Une historiographie environnementale des désindustrialisations

Renaud Bécot

Université Grenoble Alpes, CNRS, PACTE, Grenoble

En mars 2023, deux économistes mobilisaient le bilan des décennies de désindustrialisation pour penser les effets sociaux des futurs plans de transition écologique¹. Relativement brève, l'étude interpellait sur deux phénomènes qui marquent nos sociétés avec une grande intensité, mais que les historiens du contemporain continuent d'étudier séparément : la désindustrialisation d'une part, l'impact environnemental des activités productives d'autre part. Si Xavier Daumalin a contribué à ces deux champs d'études, l'un et l'autre sont restés séparés dans ses travaux. En dialogue avec ces études, je souhaite ici interroger l'intérêt d'élaborer une histoire environnementale des désindustrialisations. Dès 2013, la parution d'un numéro de *Rives méditerranéennes* invitait les historiens à exercer une double vigilance : prêter attention au fait que le vocable de désindustrialisation masquait le renouvellement de certaines activités productives, mais aussi se départir d'un regard présentiste dans l'étude de ces phénomènes en rappelant que « l'inadéquation des temporalités est une des clés des drames sociaux actuels² ». Bien que ce numéro restât silencieux sur les dimensions écologiques³, Xavier Daumalin débutait par ailleurs un dialogue avec l'histoire environnementale, structurant plusieurs recherches qui positionnent TELEMMe parmi les institutions reconnues dans ce domaine⁴.

Conjuguer l'étude des désindustrialisations avec l'histoire environnementale interpelle également sur le rôle de l'histoire dans la cité car, comme le soulignaient Marion Fontaine et Xavier Vigna, « cette histoire en cours de la désindustrialisation est [...] une histoire urgente : urgente à écrire et à entendre⁵ ». L'urgence est plus pressante encore dans le

¹ Axelle Arquié, Thomas Grjebine, « Vingt ans de plans sociaux dans l'industrie : quels enseignements pour la transition écologique ? », *La lettre du CEPII*, n° 435, mars 2023.

² Xavier Daumalin, Philippe Mioche, « La désindustrialisation au regard de l'histoire », *Rives méditerranéennes*, n° 46, 2013, p. 5-9.

³ À l'exception de l'article de Mauve Carbonell *et al.*, « La recherche et l'innovation, derniers remparts contre la désindustrialisation ? », *Rives méditerranéennes*, n° 46, 2013, p. 29-46.

⁴ Fabien Bartolotti *et al.*, « L'histoire économique à l'aune des approches environnementales : deux décennies de recherche au sein de l'UMR TELEMMe », Renaud Bécot *et al.*, dir, *Le chemin, la rive et l'usine. Faire de l'histoire environnementale avec Geneviève Massard-Guilbaud*, Paris, Presses des Mines, 2023, p. 119-130.

⁵ Marion Fontaine, Xavier Vigna, « La désindustrialisation, une histoire en cours », *20 & 21. Revue d'histoire*, n° 144, 2019, p. 6 et 17.

domaine environnemental, car les territoires et les populations affectés par le déclin des activités productives sont (les plus) directement concernés par la persistance de pollutions qui dégradent leur santé. L'urgence est aussi renforcée par la relative incapacité de l'historiographie environnementale francophone à diffuser nos approches et le fruit de nos recherches dans les territoires concernés. En effet, les relectures critiques des processus d'industrialisation sont désormais riches, nombreuses, et répondent à une demande sociale. Toutefois, le traitement de l'accident de Lubrizol (2019) témoigne non seulement du caractère socialement situé de cette demande d'intelligibilité⁶, mais aussi du fait que ces récits restent souvent étrangers aux expériences de l'environnement des populations concernées. La réflexivité sur les modalités d'écriture de l'histoire, sa diffusion et sa réception, est un souci récurrent au sein de TELEMME⁷, et cette contribution prolonge ces préoccupations.

Bien que les études qui plaident explicitement pour une histoire environnementale des désindustrialisations soient rares⁸, je chercherai à rendre compte de quelques chemins historiographiques possibles dans le cas français. Cette contribution s'appuie sur une littérature pluridisciplinaire (histoire, géographie, sociologie), en suggérant des dialogues possibles avec des recherches internationales. Dans un premier temps, je reviendrai sur la pluralité de définitions des désindustrialisations dans l'historiographie, afin de cerner la pertinence d'une approche environnementale. Nombre de travaux se proposent désormais d'étudier les processus de mise en visibilité de la matérialité du déclin industriel, en soulignant aussi bien les opportunités économiques pour certains (économie de la dépollution, tourisme, etc.) que la stigmatisation d'espaces durablement pollués. Enfin, l'examen des conflits permettra d'interroger les valeurs et conceptions populaires de l'environnement qui peuvent motiver l'action des populations de territoires désindustrialisés.

Quel(s) environnement(s) pour quelle(s) désindustrialisation(s) ?

Dans une formulation extrêmement réductrice, l'histoire environnementale peut se définir comme l'étude du monde né de l'interaction entre les sociétés humaines et les environnements, en prêtant attention aux rapports de pouvoir qui se nouent dans les

⁶ Voir le *Bulletin du Réseau universitaire de chercheurs en histoire environnementale*, 10 octobre 2019, <<https://leruche.hypotheses.org/4383>> (consulté le 14 août 2023).

⁷ Par exemple, le web documentaire *Fos – Etang de Berre, 200 ans d'histoire industrielle et environnementale*, <<https://fos200ans.fr/>>.

⁸ Le programme *Deindustrialization and the Politics of Our Times (Depot)*, piloté par Steven High, s'intéressera (2024-2026) à l'environnement. Jusqu'ici, on note l'organisation d'une session « The Environmental History of Deindustrialization in the U.S. » par Jordan Kleiman au congrès de l'ASEH (2007) ; et « The troubled ecological boundaries of a deindustrialized world », que nous co-organisons avec Alexandre Elsig lors du congrès de l'ESEH (2019). Parmi les quelques travaux publiés, voir Dean Bavington, *Managed Annihilation: An Unnatural History of the Newfoundland Cod Collapse*, Vancouver, UBC Press, 2010 ; Bruno Ziglioli, « *Sembrava nevicasse* ». *La Eternità di Casale Monferrato e la Fibronit di Broni: due comunità di fronte all'amianto*, FrancoAngeli, Milano, 2016 ; plusieurs contributions dans Steven High *et al.*, dir., *The Deindustrialized World: Confronting Ruination in Postindustrial Places*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2017 ; Gilda Zazzara, « La disparition de l'Italie industrielle : Porto Marghera en Vénétie », *20 & 21*, n° 144, 2019, p. 146-160 ; Salvatore Adorno, « La dépollution du SIN de Priolo. Questions environnementales et conflits administratifs (1988-2012) », in Renaud Bécot, Gwenola Le Naour, dir., *Vivre et lutter dans un monde toxique. Violence environnementale et santé à l'âge du pétrole*, Paris, Le Seuil, 2023, p. 173-202.

interactions entre humains, mais aussi entre humains et non-humains lors des transformations matérielles des écosystèmes⁹. Une histoire environnementale des désindustrialisations peut se donner pour fonction d'étudier la manière dont le déclin d'activités productives contribue à bouleverser les arrangements socioécologiques qui s'étaient stabilisés entre les sociétés et leurs écosystèmes au cours de l'ère industrielle. La définition du mot « désindustrialisation » est également débattue : il a été souligné que l'usage variait selon les pays et les décennies¹⁰. Dans le cas français, la notion fut longtemps maniée par des géographes ou des économistes. Il n'est donc pas étonnant que les premières parutions historiennes s'inscrivent dans une approche économique, et guère plus surprenant que ces études conçoivent d'abord l'environnement comme une « contrainte » sur les entreprises¹¹. Dans un ouvrage collectif publié en 2009, la désindustrialisation était comprise comme « le recul de la part de l'industrie dans l'emploi total¹² ». Quatre années plus tard, Xavier Daumalin et Philippe Mioche complétaient cette définition pour inclure « la fermeture de nombreux sites de production, la disparition de savoir-faire, la perte de millions d'emplois, la multiplication des friches industrielles et le bouleversement des sociétés organisées autour et par l'industrie¹³ ». En 2017, un ouvrage collectif témoigne d'une persistance d'une conception économique du phénomène, tout en ouvrant des fenêtres sur une pluralité d'approches, en histoire sociale¹⁴, ou environnementale¹⁵.

Plus récemment, l'histoire sociale francophone s'est enrichie d'un dialogue serré avec les *deindustrialization studies* américaines¹⁶. En 2019, Marion Fontaine et Xavier Vigna invitaient à penser la désindustrialisation comme « un concept pour penser un basculement¹⁷ », insistant sur le caractère diachronique et sur les expériences vécues sur plusieurs décennies, plutôt que sur les moments paroxystiques de mobilisations collectives lors de fermetures d'usines. Plus attentif encore à la dimension processuelle, Steven High a récemment suggéré que :

⁹ La définition de l'histoire environnementale est en constante discussion, voir Ellen Stroud, « Does Nature Always Matter? Following Dirt through History », *History and Theory*, vol. 42, n° 4, 2003, p. 5-43 ; Douglas Weiner, « A Death-Defying Attempt to Articulate a Coherent Definition of Environmental History », *Environmental History*, vol. 10, n° 3, 2005, p. 404-420 ; Sverker Sörlin, Paul Warde, « The Problem of the Problem of Environmental History: A Re-Reading of the Field », *Environmental History*, vol. 12, n° 1, 2007, p. 107-130 ; Mark Hersey, Ted Steinberg, dir., *A Field on Fire: The Future of Environmental History*, Tuscaloosa, University of Alabama Press, 2019 ; Emily O'Gorman, William San Martin, Mark Carey, Sandra Swart, « Framing environmental history today and for the future », *The Routledge Handbook of Environmental History*, London, Routledge, 2023.

¹⁰ Steven High, « Toward the Comparative and Transnational Study of Deindustrialization », in Stefan Berger *et al.*, dir., *Deindustrialisation in Twentieth Century Europe. The Northwest of Italy and the Ruhr Region in Comparison*, London, Palgrave, 2022, p. 461-473.

¹¹ Pierre Lamard, Nicolas Stoskopf, dir., *1974-1984, une décennie de désindustrialisation*, Paris, Picard, 2009.

¹² *Ibid.*, p. 7.

¹³ Xavier Daumalin, Philippe Mioche, art. cit.

¹⁴ Xavier Vigna, « Des luttes et des textes. Les ouvriers face à la désindustrialisation en France des années 1950 à nos jours » ; Tim Strangleman, « La désindustrialisation au Royaume-Uni : mort, deuil et nostalgie industrielle », in Jean-Claude Daumas *et al.*, dir., *La désindustrialisation : une fatalité ?*, Besançon, P.U. de Franche-Comté, 2017, p. 43-59 et 61-79.

¹⁵ Voir Cécile Combal, « La fin des territoires de l'aluminium », in Jean-Claude Daumas *et al.*, dir., *op. cit.*, p. 175-191.

¹⁶ Où les enjeux environnementaux sont l'objet d'une préoccupation diffuse mais précoce, voir Jefferson Cowie et Joseph Heathcott, « Deux enjeux qui sont intriqués, mais rarement considérés ensemble : le déclin industriel et le désastre environnemental », *Beyond the Ruins: The Meanings of Deindustrialization*, Ithaca, Cornell UP, 2003, p. 9

¹⁷ Marion Fontaine, Xavier Vigna, art. cit., p. 6. Ils reprennent ici J. Cowie, J. Heathcott, *Beyond the Ruins*, *op. cit.*, p. 2.

La désindustrialisation est un processus de *ruinification* [ruination] physique et sociale aussi bien qu'une partie d'un projet politique plus vaste, qui appauvrit et démoralise la classe ouvrière. L'organisation forcée de l'oubli est une dimension constitutive de ce processus lorsque les usines sont démolies, les institutions ouvrières anéanties, et des quartiers sont requalifiés comme des zones entièrement nouvelles¹⁸.

Sans être explicitement environnementale, cette définition ouvre la possibilité de penser la *ruinification* comme un processus inextricablement social et écologique. L'attention portée aux processus longs peut également inviter à penser les effets sanitaires différés de pollutions rémanentes, comme ont déjà pu le suggérer les études sur la violence lente¹⁹. En somme, cette approche nous permet à la fois de mieux cerner les enjeux de mise en (in)visibilité des aspects matériels des désindustrialisations, ainsi que d'interroger les leviers des protestations portées par les acteurs dans les conflits territoriaux.

Le visible et l'invisible : la matérialité de la désindustrialisation

À l'échelle internationale, l'histoire environnementale urbaine s'intéressa précocement aux mutations des territoires postindustriels. Dans le cas états-unien, Andrew Hurley établit une typologie du réinvestissement des différentes zones en déclin²⁰. Si ces catégories diffèrent des aires européennes, elles permettent toutefois de rappeler que :

Définir ces lieux par leurs ruines, ou par ce qu'ils ont perdu, occulte la myriade d'actions créatrices qui les ont réinsérés dans le tissu métropolitain et ont noué des liens avec des régions éloignées du monde. Même lorsque ces quartiers ont été périphérisés par rapport à l'ère des conglomérats industriels, ils continuent à s'adapter aux stratégies spatiales de création de profits, d'implantation politique et de survie humaine²¹.

Les sols postindustriels constituent souvent un point de départ de la recherche²². Cette préoccupation se retrouve en France depuis la fin des années 1990, où la succession de scandales autour de friches accroît la demande publique d'un recensement des sites potentiellement pollués²³. L'attention de géographes et juristes se concentre d'abord sur les controverses autour des sols contaminés, puis se prolonge aujourd'hui dans des travaux de socio-anthropologie²⁴. Plusieurs enquêtes furent consacrées aux pollutions de « l'après-mine » en s'appuyant sur le rôle de la presse dans la mise en (in)visibilité de ces

¹⁸ Nous traduisons, Steven High, *Deindustrializing Montreal. Entangled Histories of Race, Residence, and Class*, Montréal, McGill-Queens UP, 2022, p. 18.

¹⁹ Une notion proposée par Rob Nixon, *Slow Violence and the Environmentalism of the Poor*, London, Harvard UP, 2011 ; nous avons proposé un aperçu des débats sur cette notion dans Renaud Bécot, Gwenola Le Naour, « De Seveso à Lubrizol : sociétés, travail et santé dans l'ombre des fumées pétrochimiques », *op. cit.*, p. 7-47.

²⁰ Andrew Hurley, « The Transformation of Industrial Suburbs Since the Second World War », in Steven High *et al.*, dir., *The Deindustrialized World.*, *op. cit.*, p. 208-231.

²¹ Andrew Hurley, « From Factory Town to Metropolitan Junkyard: Postindustrial Transitions on the Urban Periphery », *Environmental History*, vol. 21, n° 1, 2016, p. 3-29.

²² Scott Frickel, James R. Elliott, *Sites Unseen: Uncovering Hidden Hazards in American Cities*, New-York, Russell Sage Foundation, 2018.

²³ Frédéric Ogé, « Les recherches sur les sites potentiellement pollués en région Rhône-Alpes », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 74, n° 3, 1999, p. 217-223 ; Frédéric Ogé, Pierre Simon, *Sites pollués en France : enquête sur un scandale sanitaire*, Paris, EJL, 2004.

²⁴ Germain Meulemans, Céline Granjou, « Les sols, nouvelle frontière pour les savoirs et les politiques de l'environnement », *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 14, n° 4, 2020. DOI : 10.4000/rac.14027.

enjeux dans les anciens sites uranifères²⁵, en éclairant les débats dans les instances de concertation locales²⁶, ou en s'intéressant à l'expertise scientifique²⁷.

De plus rares études se sont proposé d'analyser les silences d'habitants accoutumés à la présence des nuisances, comme à Viviez (Aveyron), marquée par « les effets corrosifs de la pollution sur le tissu social », dans une commune structurée par la mono-industrie de zinc dès le milieu du XIX^e siècle²⁸. Plus fréquemment, l'étude se concentre sur des événements qui permettent de rendre visible les pollutions. Ainsi, le géographe Thomas Zanetti oppose une résilience institutionnelle, qui contribuerait à dépolitiser les contaminations, à une résilience populaire, qui se caractériserait par « une capacité collective à dévoiler les processus d'invisibilisation [...] et à imposer la mise à l'agenda des questions environnementales²⁹ ». Dans une démarche similaire, la sociologie des mobilisations éclaire la manière dont des militants imposent leur contre-expertise, afin de rendre visible des risques qui échappaient aux regards³⁰. De même, dans des espaces périurbains, le réinvestissement de friches industrielles pour des pratiques agricoles révèle la toxicité rémanente, rappelant que « le sol réactive avec force le passé³¹ ».

En histoire, cette préoccupation pour la matérialité du déclin des activités productives se traduit par quatre pistes de recherche. En conjuguant l'histoire économique et l'histoire environnementale, plusieurs études documentent les stratégies industrielles pour faire de l'environnement une opportunité commerciale. Dans le prolongement de la thèse de Daniel Boulet à l'échelle nationale³², plusieurs enquêtes étudient les réponses industrielles à « la crise des déchets³³ », ou encore les stratégies des acteurs du port autonome de Marseille pour structurer des filières de dépollution ou de recyclage³⁴. De même, des études commencent à documenter la manière dont les acteurs des énergies renouvelables ont pu présenter leurs actions comme des remèdes au déclin industriel³⁵.

²⁵ Sylvain Le Berre, Sophie Bretesché, « De la désindustrialisation au scandale de la France contaminée », *Vertigo*, vol. 20, n° 3, 2020. DOI : 10.4000/vertigo.28830.

²⁶ Saliha Hadna, « Controverse autour des stériles uranifères : de la mise à l'agenda d'un problème public à la remise en cause de l'expertise », *Géocarrefour*, vol. 92, n° 2, 2018, DOI : 10.4000/geocarrefour.11855.

²⁷ Tessa Bonincontro et al., « La fabrique des territoires post-miniers. Trois territoires en Cévennes au prisme de la littérature scientifique et médiatique », in Juliette Cerceau, Brice Laurent, dir., *Quand la mine déborde. Enquêtes sur la fabrique des territoires extractifs*, Paris, Presses des Mines, 2023, p. 25-56.

²⁸ Ariane Debourdeau, Christelle Gramaglia, « La fabrication d'un héritage encombrant : les pollutions métallurgiques de Viviez (Aveyron) », in Thomas Le Roux, Michel Letté, dir., *Débordements industriels : environnement, territoire et conflit XVIII^e-XXI^e siècle*, Rennes, PUR, 2013, p. 335-360.

²⁹ Thomas Zanetti, « La pollution des sols dans les territoires (post)industriels : la résilience entre norme institutionnelle et cadre de lutte socio-environnementale », *Géocarrefour*, vol. 92, n° 2, 2018, DOI : 10.4000/geocarrefour.11744.

³⁰ Maurice Olive, « Du trouble privé au problème public ou... l'inverse ? Mobilisation locale autour d'un site industriel pollué », *Géocarrefour*, vol. 92, n° 2, 2018. DOI : 10.4000/geocarrefour.11815 ; Philippe Brunet, *La nature dans tous ses états. Uranium, nucléaire et radioactivité en Limousin*, Limoges, PUL, 2004 ; Hervé Pujol, dir., *Tristes Mines. Impacts environnementaux et sanitaires de l'industrie extractive*, Montpellier, Études hospitalières, 2014.

³¹ Élisabeth Rémy et al., « Les sols (péri)urbains à l'épreuve du discours sur le primat du local », *Développement durable et territoires*, vol. 11, n° 1, 2020. DOI: 10.4000/developpementdurable.16966.

³² Daniel Boulet, *Entreprises et environnement en France de 1960 à 1990. Les chemins d'une prise de conscience*, Genève, Droz, 2006, p. 363-387.

³³ Yann Brunet, « La face sombre du métabolisme industriel de l'agglomération lyonnaise dans les années 1970-1980 », in Stéphane Frioux, dir., *Une France en transition*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2021, p. 255-276.

³⁴ Fabien Bartolotti, « Le port de Marseille face aux bouleversements économiques des années 1945-1992 : rythmes, stratégies des acteurs, enjeux environnementaux », thèse d'histoire, Aix-Marseille Université, 2021, p. 379-395.

³⁵ Anaël Marrec, « Histoire des énergies renouvelables en France, 1880-1990 », thèse d'histoire des sciences et techniques, Université de Nantes, 2018, p. 529-632.

La seconde piste de recherche porte sur l'action des collectivités territoriales qui entendent reprendre la maîtrise d'un foncier postindustriel. La pluralité des stratégies déployées par les municipalités témoigne de leurs capacités inégales à créer, ou à capitaliser, sur leur attractivité territoriale³⁶. Ainsi, à l'issue des années 1980, les édiles nantais optent pour « prendre le temps » dans le renouvellement urbain des anciens sites industriels de l'île de Nantes³⁷. *A contrario*, dans la même décennie, la commune populaire du Petit-Quevilly (Seine-Maritime) témoigne d'un empressement à réinvestir les sols industriels. Dès lors, maîtriser les pollutions est un enjeu secondaire et « la santé des populations n'est pas à cette époque une priorité pour une commune hantée par son déclassement³⁸ ».

La troisième piste de recherche concerne les décisions patrimoniales et mémorielles à l'heure du déclin des activités productives³⁹. La sélection des « restes usiniers » témoigne, souvent, d'une volonté de recréation de valeur économique par des activités touristiques. Pour les historiens, la tâche consiste à éclairer ce que dévoilent ces choix quant aux représentations des sociétés locales de leur histoire et de leur environnement. Ainsi, l'examen des traces des cités de l'aluminium en France et au Québec peut fonder une démarche d'histoire publique, orientée vers les habitants, afin de « susciter une curiosité pour ce système, qui a marqué les territoires, mais qui n'est pas les territoires⁴⁰ ». Ailleurs, dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, cette étude des choix mémoriels permet de constater que la sélection porte sur « les éléments les plus aptes à rentrer dans un dessein patrimonial, tout en gardant la même finalité : effacer la figure d'un monde industriel, perçu comme un boulet, afin d'entrer dans un univers rêvé d'activités tertiaires, de musées, de tourisme et de cités connectées » ; les restes miniers constituant finalement « la trace d'un passé mort dont les vivants cherchent à savoir quoi faire⁴¹ ».

Enfin, une orientation de recherche s'intéresse aux conversions territoriales, en particulier les transitions vers les activités récréatives. La trajectoire des calanques industrielles constitue un exemple éloquent, désormais bien documenté⁴², de la mutation d'un territoire marqué par des pollutions aux métaux lourds et pourtant devenu un espace touristique. Le choix de classer ces espaces en parc naturel constitue finalement une manière d'opacifier le passé industriel, tout en renforçant l'attractivité touristique de ce littoral. De même, la thèse de Cécile Combal éclaire la transformation des anciennes vallées industrielles alpines, en concluant toutefois sur le fait que ces mutations se présentent comme :

³⁶ Clémentine Périnaud, « De la ville industrielle à la ville désindustrielle : analyse de la production socio-spatiale de deux territoires d'industrialisation ancienne (Givors et Terrenoire) », thèse de géographie, Université Jean Monnet, 2019 ; Éric Marochini, « Val de Fensch : résilience, transformations et anticipations d'un territoire encore industriel », *Revue Géographique de l'Est*, vol. 58, n° 3-4, 2018, DOI: 10.4000/rge.9286.

³⁷ Amélie Nicolas, *Usages sociaux de la mémoire et projet d'aménagement urbain. Les héritages industriels et portuaires à l'épreuve du projet de l'île de Nantes*, thèse de sociologie, Université de Nantes, 2009, p. 65 et s.

³⁸ Loïc Vadelorge, « Aménager la ville dans le périmètre des usines à risque. Petit-Quevilly et Lubrizol dans les années 1990 », *Histoire Politique* 43, 2021, DOI : 10.4000/histoirepolitique.555.

³⁹ Pour un aperçu sélectif, voir François Duchêne *et al.*, « Cités ouvrières et patrimonialisation : d'un modèle à ses multiples transformations », *Espaces et sociétés*, n° 152-153, 2013, p. 35-50 ; Camille Mortelette, « La patrimonialisation de l'héritage minier dans le Nord-Pas-de-Calais : un outil efficace de réconciliation de la population locale avec son passé ? », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère* 7, 2020, DOI: 10.4000/craup.3828.

⁴⁰ Anne Dalmaso, Lucie K. Morisset, « Une histoire croisée des territoires de l'aluminium est-elle possible ? Enjeux épistémologiques et mémoriels », *Revue française d'histoire économique*, n° 4-5, 2015, p. 186-198.

⁴¹ Marion Fontaine, « Visible/invisible », *Techniques & Culture*, n° 65-66, 2016, p. 88-89.

⁴² Xavier Daumalin, Isabelle Laffont-Schwob, dir., *Les calanques industrielles de Marseille et leurs pollutions*, Aix-en-Provence, REF 2C, 2016.

Des injonctions aux territoires et à leurs populations. Ces injonctions leur sont imposées, conjointement ou séparément, par le marché et par la puissance publique, mais aussi par les milieux académiques. La transformation de l'image des territoires, attribuée depuis l'extérieur le montre. Considérées comme modernes par leur industrie, puis polluantes et sinistrées par cette même activité, les communautés doivent aujourd'hui devenir une « porte d'entrée » des territoires d'altitudes pour sortir de la période liminale engendrée par la fermeture de leurs usines⁴³.

Les écologies morales des conflits de désindustrialisation

Initialement conçue par Karl Jacoby pour son analyse des protestations contre la mise en réserve de certains espaces états-unis au XIX^e siècle. La notion d'écologie morale reste mobilisée pour étudier des conflits d'usages dans des espaces ruraux ou en voie d'industrialisation. Cette notion empruntait aussi bien aux réflexions de Edward P. Thompson sur les « économies morales » dans l'Angleterre du XVIII^e siècle qu'aux études sur la pluralité des environmentalismes⁴⁴. L'écologie morale désigne un :

Modèle de croyances, de pratiques et de traditions qui régissait la manière dont les membres des communautés rurales interagissaient avec leurs environnements. Cette écologie morale évoluait en contrepoint du discours de l'élite sur la conservation [...], elle révèle une appréhension de la nature « depuis le bas », une vision qui fait preuve d'un sens étonnamment différent de ce qu'est la nature et de la manière dont on devrait en user⁴⁵.

Plusieurs historiens et géographes ont mis à l'épreuve cette approche, invitant à penser que les « formes de l'écologie morale ne se repèrent pas seulement à travers différents contextes spatiaux [...] mais aussi à travers le temps⁴⁶ ». Pourtant, la notion est restée principalement utilisée pour étudier des espaces ruraux. Or, tout comme la réflexion sur les « économies morales » constitue actuellement une catégorie d'analyse heuristique pour l'étude de certains territoires affectés par des crises⁴⁷, les réflexions sur les écologies morales pourraient également constituer un outil d'analyse de la conflictualité socio-écologique à l'heure du déclin industriel.

Début 2003, plusieurs mobilisations ouvrières se déployaient contre des plans de licenciements. Face à la perte de leur emploi, les travailleurs de l'usine Metaleurop (Noyelles-Godault) protestèrent vivement, jusqu'à couler du matériel dans un canal. Plutôt que de considérer ce répertoire d'action comme une hostilité à la cause écologique, les historiennes Judith Rainhorn et Coralie Dumontier, mobilisant les archives de cette entreprise, montrent que l'explosion sociale dévoile une contamination séculaire du territoire industriel. Elles identifient un paradoxe dans le fait que :

La mise en place de l'affrontement nécessite (au moins) deux parties en présence. Lorsque l'usine tourne à plein régime et « déborde » très largement sur son environnement en crachant ses fumées toxiques, le conflit se dérobe en l'absence d'une masse critique d'opposants aux pratiques de l'usine. Alors que, désormais [avec

⁴³ Cécile Combal, *Mobilité, adaptation, reconversion : trajectoires croisées de territoires désindustrialisés, basse Romanche, moyenne Maurienne, haute Durance (fin XIX^e siècle-XXI^e siècle)*, thèse d'histoire, Université Grenoble Alpes, 2020, p. 640.

⁴⁴ Edward P. Thompson, « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past & Present*, vol. 50, 1971, p. 76-136 ; Ramachandra Guha, Joan Martinez-Alier, *Varieties of Environmentalism. Essays on North and South*, London, Earthscan, 1997.

⁴⁵ Karl Jacoby, *Crimes contre la nature. Voleurs, squatters et braconniers*, Toulouse, Anacharsis, 2021, p. 17.

⁴⁶ Carl J. Griffin, Iain Robertson, « Moral Ecologies: Conservation in Conflict in Rural England », *History Workshop Journal*, vol. 82, n° 1, 2016, p. 44.

⁴⁷ Jim Phillips, Valerie Wright, Jim Tomlinson, *Deindustrialisation and the moral economy in Scotland since 1955*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2021.

la fermeture de l'usine], le conflit peut éclater, l'entreprise n'est plus là pour tenir tête à ses adversaires [...]. Ainsi, les salariés de l'entreprise, éternels absents d'un affrontement qui couve depuis des décennies, font irruption, remettant en cause les méthodes douteuses de gestion des risques à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine⁴⁸.

Cet article, capital pour l'histoire environnementale des désindustrialisations en France, nous permet de revenir sur trois facteurs qui permettent d'interroger les ressorts de possibles « écologies morales ». Tout d'abord, l'histoire sociale a souvent proposé de lire les déclin usiniers comme l'érosion d'un « pacte » noué entre l'industrie et les sociétés locales : « La désindustrialisation [devient une] désarticulation, rupture, même si elle est progressive, de ce pacte ou de ces pactes, avec l'internationalisation des firmes ou la mutation des politiques publiques⁴⁹. » Dès lors, les protestations s'enracinent dans la négation des attendus qui fondaient ces accommodements, à commencer par la conviction ouvrière selon laquelle le patronat devait garantir une redistribution de richesses vers la société locale. De manière paradoxale, certains riverains⁵⁰, ainsi qu'une fraction du salariat, publicisent cette fracture afin d'en faire un révélateur des soubassements socioécologiques du pacte industrialiste⁵¹. Ce moment de désarticulation entre l'industrie et le territoire renforce une expression populaire des « attachements aux territoires abîmés⁵² ».

Le deuxième facteur que soulignent Judith Rainhorn et Coralie Dumontier réside dans la difficile recherche d'un adversaire lors des désindustrialisations, alors même que ce principe antagonique est un enjeu crucial pour définir les contours du groupe protestataire – et, par extension, le projet qu'il entend défendre. Au cours de l'ère industrielle, la politique ouvrière se structurait « par une opposition fondamentale au patronat⁵³ ». Or, les contours de cette figure s'effacent à mesure que des activités productives sont reléguées dans le passé. De plus, en matière écologique, la désignation d'un adversaire se complexifie en raison du caractère rémanent des pollutions. Le déclin est rarement une cessation brutale. Dans une étude consacrée à la zone pétrochimique de Grangemouth (Écosse), la chute de la production s'accompagne d'une exposition plus forte aux polluants de travailleurs plus précaires⁵⁴. D'autre part, la fuite de l'industriel n'efface pas les pollutions rémanentes. Cette discordance temporelle peut conduire les (ex-)salariés et habitants à recomposer différentes figures antagoniques. Certains peuvent s'engager dans la recherche des traces d'une responsabilité juridique d'anciennes activités industrielles, à l'instar des mineurs de Lorraine dont le long combat judiciaire mettait en cause les Charbonnages de France⁵⁵, ou des anciens verriers de Givors pour faire reconnaître

⁴⁸ Judith Rainhorn, Coralie Dumontier, « Faire l'histoire d'un conflit manqué. Pollution environnementale et risques sanitaires autour de Metaleurop (1970-2003) », in Thomas Le Roux, Michel Letté, dir., *op. cit.*, p. 377-397.

⁴⁹ Marion Fontaine, Xavier Vigna, art. cit., p. 15-16.

⁵⁰ Vincent Porhel, « Givaudan-France : contestation sociale et environnementale en contexte de crise (1979-1981) », *Le Mouvement Social*, vol. 262, n° 1, 2018, p. 55-68.

⁵¹ Parmi nombre d'études, je me permets de renvoyer à Renaud Bécot, « Quand les territoires devinrent pétroliers : l'enclosure contre la subsistance », in Renaud Bécot, Gwenola Le Naour, dir., *op. cit.*, p. 87-110. Sur les territoires miniers, voir Hervé Pujol, *Tristes Mines*, *op. cit.*

⁵² Christelle Gramaglia, *Habiter la pollution. Expériences et métrologies citoyennes de la contamination*, Paris, Presses des Mines, 2023, p. 83-132.

⁵³ Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68*, Rennes, PUR, 2007, p. 325-330.

⁵⁴ Lorenzo Feltrin *et al.*, « Noxious deindustrialization: Experiences of precarity and pollution in Scotland's petrochemical capital », *EPC: Politics and Space*, vol. 40, n° 4, 2022, p. 950-969.

⁵⁵ Voir le documentaire de Marion Fontaine, Richard Berthollet, *La Grande Tueuse*, D-Vox Production, 2022.

l'origine professionnelle de leurs maladies⁵⁶. Dans d'autres situations, comme à Metaleurop, ce sont les pouvoirs publics qui sont mis en accusation.

Malgré cela, les conflits de désindustrialisation rouvrent d'autres possibles territoriaux. Ceux-ci peuvent d'abord s'exprimer par des refus, comme celui de l'orientation exclusive vers un « tourisme vert⁵⁷ », ou de l'installation d'une infrastructure réputée polluante, comme le projet d'incinérateur de Fos-sur-Mer⁵⁸. Dans une autre configuration, à Aulnay-sous-Bois, ce sont des proches d'anciens salariés d'une usine de broyage d'amiante qui alertent les autorités publiques et entendent faire reconnaître la responsabilité de l'ancienne entreprise. À l'instar d'autres démarches dans le même département⁵⁹, cette mobilisation rend visible l'ampleur des contaminations passées, mais elle se heurte à la difficulté de faire reconnaître à l'État « un espace d'institutionnalisation du suivi » des populations exposées⁶⁰. À Givors comme à Aulnay, les collectifs mobilisés construisent leur alerte à partir de la contamination passée de travailleurs, pour souligner ensuite la prévalence de maladies au-delà des murs des usines. Leur action devient une pratique de précaution, contribuant à alimenter une vigilance collective sur les substances potentiellement pathogènes et à ériger la promotion de la santé en principe cardinal de l'avenir des territoires postindustriels.

Dans ces conflits, les acteurs mobilisent rarement le vocable de l'environnementalisme. Anciens salariés et habitants agissent au nom de leurs attachements à leur milieu de vie, et en opposition à ce qu'ils perçoivent comme des prédatons sur les ressources locales. Leur conception de l'environnement ne se réduit pas aux imaginaires industrialistes, ni aux catégories d'action publique qui visent à rendre les écosystèmes « gouvernables ». Loin d'être des caractéristiques strictement locales, ces écologies morales sont repérables lors de mobilisations de portée nationale. Lors du mouvement des Gilets jaunes, lorsque des groupes particulièrement actifs se sont organisés dans des territoires marqués par le déclin industriel, les enquêtes sociologiques sont ainsi venues documenter le rapport ordinaire aux enjeux écologiques des acteurs de ce mouvement, en éclairant notamment la réflexion sur les formes de consommation ou sur les conditions de subsistance⁶¹.

Conclusion

Lorsque Xavier Daumalin et Philippe Mioche faisaient le constat d'une « inadéquation des temporalités » dans la compréhension des processus de désindustrialisation, la question environnementale ne constituait pas le cœur de leurs questionnements. Les temporalités

⁵⁶ Pascal Marichalar, *Qui a tué les verriers de Givors ?*, Paris, La Découverte, 2017.

⁵⁷ Cécile Combal, *op. cit.* ; Renaud Bécot, « Penser la ville et son environnement malgré la crise ? Les syndicalistes CFDT du Pays de Fougères, 1965-1982 », in Marie Mianowski *et al.*, dir., *La nature citadine*, Rennes, PUR, 2015, p. 121-133.

⁵⁸ Xavier Daumalin, Christelle Gramaglia, « Neither leave here, nor die here, but really live here », *Rives méditerranéennes*, n° 61, 2020, p. 20-45.

⁵⁹ Axelle Croisé *et al.*, « Invisibilité des risques sanitaires et ambivalences des héritages industriels en Seine-Saint-Denis », *EchoGéo* 46, 2018. DOI : 10.4000/echogeo.16180.

⁶⁰ Anne Marchand, Annie Thébaud-Mony, *Pollution industrielle, contamination environnementale (Amiante) par le CMMP d'Aulnay-sous-Bois*, Rapport, Région IDF & Paris 13, 2019 ; Léa Prost *et al.*, « Réaménagement urbain, maladies industrielles et mémoires », *Cahiers de géographie du Québec* 63. DOI: 10.7202/1075778ar

⁶¹ Maxime Gaborit, Théo Grémion, « Jaunes et verts. Vers un écologisme populaire ? », *La Vie des idées* 20, décembre 2019, <www.laviedesidees.fr> ; Alix Levain *et al.*, « Are movements against climate-change anti-environmental ? Research on the yellow vest movement », *French Politics*, vol. 20, n° 3-4, 2022, p. 550-572.

des enjeux socioécologiques des territoires en déclin industriel complexifient pourtant encore l'équation, non seulement en raison du caractère différé de certains processus biophysiques (les effets sanitaires des pollutions rémanentes), mais aussi parce que le dévoilement des implications écologiques des compromis industrialistes s'inscrit dans un processus social lent.

L'inadéquation des temporalités fut peut-être aussi entretenue dans l'historiographie qui, jusqu'à ces dernières années, séparait la dimension économique et sociale des aspects écologiques. Si Xavier Daumalin œuvre à combler cette distance historiographique, l'histoire environnementale des désindustrialisations reste encore un chantier à venir. La pratique de l'histoire pourrait alors contribuer à un réajustement des temporalités, non seulement pour affiner la compréhension des attachements passés et présents aux référents industriels dans ces espaces, mais aussi pour contribuer à des pratiques de précaution dans des territoires marqués par des pollutions rémanentes. Cette histoire publique peut aussi contribuer à rendre pensables des rapports non productivistes à l'avenir des territoires - quand bien même ceux-ci resteront durablement marqués par les stigmates de l'ère industrielle.